



FINANCES PUBLIQUES
RETRAITES
DE L'ÉTAT

Service des Retraites de l'État

Un service de la Direction Générale des Finances Publiques



Actualités juridiques

Bureau des affaires juridiques

Karim Samjee, chef de bureau

Julien Détails, adjoint responsable de la section contentieux

Gaël Juhier, adjoint responsable de la section réglementation

Journée d'étude sur les retraites de l'État - 17 novembre 2016

▶ 1- Actualités juridiques à caractère général ayant un impact en matière de retraite

- ▶ CE, n° 387763, 13 juillet 2016, Czabaj
- ▶ Code des relations entre le public et l'administration et saisine de l'administration par voie électronique

▶ 2- Actualités juridiques en matière de droit des retraites

- ▶ Textes d'application de la réforme des retraites de 2014
- ▶ Evolution de la réglementation relative au handicap et à l'amiante
- ▶ Bonifications
- ▶ Textes en préparation

1. Actualités juridiques à caractère général ayant un impact en matière de retraite

► Un arrêt particulièrement remarquable : CE, n° 387763, 13 juillet 2016, M. Czabaj :

« Considérant toutefois que le principe de sécurité juridique, qui implique que ne puissent être remises en cause sans condition de délai des situations consolidées par l'effet du temps, fait obstacle à ce que puisse être contestée indéfiniment une décision administrative individuelle qui a été notifiée à son destinataire, ou dont il est établi, à défaut d'une telle notification, que celui-ci a eu connaissance ; qu'en une telle hypothèse, si le non-respect de l'obligation d'informer l'intéressé sur les voies et les délais de recours, ou l'absence de preuve qu'une telle information a bien été fournie, ne permet pas que lui soient opposés les délais de recours fixés par le code de justice administrative, le destinataire de la décision ne peut exercer de recours juridictionnel au-delà d'un délai raisonnable ; qu'en règle générale et sauf circonstances particulières dont se prévaudrait le requérant, ce délai ne saurait, sous réserve de l'exercice de recours administratifs pour lesquels les textes prévoient des délais particuliers, excéder un an à compter de la date à laquelle une décision expresse lui a été notifiée ou de la date à laquelle il est établi qu'il en a eu connaissance »

1. Actualités juridiques à caractère général ayant un impact en matière de retraite

▶ **Code des relations entre le public et l'administration**

- ▶ Ordonnance n° 2015-1341 du 23 octobre 2015 relative aux dispositions législatives du Code des relations entre le public et l'administration
- ▶ Décret n° 2015-1342 du 23 octobre 2015 relatif aux dispositions réglementaires du Code des relations entre le public et l'administration

▶ **Saisine de l'administration par voie électronique**

- ▶ Ordonnance n° 2014-1330 du 6 novembre 2014 relative au droit des usagers de saisir l'administration par voie électronique
- ▶ Décret n° 2015-1404 du 5 novembre 2015 relatif au droit des usagers de saisir l'administration par voie électronique

► Textes d'application de la réforme de 2014

- Mesures de simplification pour l'utilisateur
 - ◆ Décret n° 2015-1872 du 30 décembre 2015 relatif à la mutualisation des pensions de retraite ayant un faible montant ;
 - ◆ Décret n° 2016-117 du 5 février 2016 relatif au reversement des cotisations d'assurance vieillesse aux assurés qui justifient d'une faible durée d'assurance

- Mesures en faveur des fonctionnaires handicapés
 - ◆ Arrêté du 24 juillet 2015 relatif à la liste des documents attestant le taux d'incapacité permanente défini à l'article D. 351-1-6 du Code de la sécurité sociale

► Evolution de la réglementation relative au handicap et à l'amiante

► Handicap

- ◆ Départ anticipé au titre du handicap et majoration de pension (CE, n° 387624, 15 décembre 2015)
- ◆ Départ anticipé au titre d'un enfant handicapé (CE, n° 387815, 15 décembre 2015)

► Amiante

- ◆ Décret n° 2015-603 du 3 juin 2015 modifiant le décret n° 2013-435 du 27 mai 2013 relatif à l'attribution d'une allocation spécifique de cessation anticipée d'activité à certains fonctionnaires et agents non titulaires relevant du ministère chargé de la mer
- ◆ Loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016, art. 146

► Bonifications

- Bonification pour enfant : extinction du contentieux de série
 - ◆ Conformité de la législation française au droit de l'Union européenne
(CE, n° 372426, 27 mars 2015)
 - ◆ Encadrement strict des délais de recours contentieux
(CE, n° 387763, 13 juillet 2016)
- Exclusion des bonifications non liées aux enfants ou au handicap du calcul de la surcote malgré l'absence de décret d'application
 - ◆ CE, n° 392861, 24 février 2016
- Campagne double Afrique du Nord
 - ◆ Loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016, art. 132

► Textes en préparation

- PLF pour 2017
 - ◆ Création d'une prime prise en compte pour la retraite en faveur de la police technique et scientifique
 - ◆ L. 50 CPCR : victimes d'attentat
- Projet de loi de programmation relatif à l'égalité réelle outre-mer
 - ◆ Plafonnement des pensions uniques mahoraises à hauteur du maximum d'une pension métropolitaine (art. 10)
- Décret de recodification du CPMIVG
 - ◆ Entrée en vigueur de l'ensemble du nouveau CPMIVG, parties L et R.

**Nous vous remercions de votre attention,
place à vos questions.**